

Maître d'Ouvrage :

**Ministère Chargé des Transports**



**Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central**

**A75 – AIRE DE REPOS DE LA GARRIGUE OUEST  
AMÉNAGEMENT DE DISPOSITIFS D'ÉCONOMIE  
DE LA RESSOURCE EN EAU**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**MAPA n° DIRMC-DS-2025-10**

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Direction Interdépartementale des Routes Massif Central

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

M. Le Directeur Interdépartemental des Routes Massif-Central, par arrêté préfectoral n°69-2023-08-21-00012 du 21 août 2023, portant désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central

#### *Objet du marché*

DIRMC-DS-2025-10  
Aménagement de dispositifs d'économie de la ressource en eau  
sur l'aire de repos de La Garrigue Ouest, commune de Verrières (12)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b><u>5</u></b>
1-1. Objet du marché.....	<u>5</u>
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>6</u>
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	<u>6</u>
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>9</u>
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	<u>9</u>
1-6. Dispositions générales.....	<u>9</u>
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	<u>13</u>
1-8 Ordres de service.....	<u>14</u>
1-9. Propriété intellectuelle.....	<u>14</u>
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b><u>14</u></b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b><u>15</u></b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>15</u>
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	<u>15</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>18</u>
3-4. Modalités particulières de paiement.....	<u>20</u>
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	<u>20</u>
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	<u>21</u>
<b>ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b><u>21</u></b>
4-1. Délai de réalisation.....	<u>21</u>
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	<u>21</u>
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	<u>22</u>
4-4. Autres pénalités.....	<u>22</u>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b><u>28</u></b>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>28</u>
5-2. Avances.....	<u>28</u>

<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><u>29</u></b>
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	<u>29</u>
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	<u>29</u>
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	<u>29</u>
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	<u>30</u>
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b><u>30</u></b>
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	<u>30</u>
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	<u>30</u>
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	<u>30</u>
7-4. Piquetage général.....	<u>31</u>
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	<u>31</u>
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b><u>31</u></b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	<u>31</u>
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	<u>32</u>
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	<u>33</u>
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	<u>33</u>
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	<u>36</u>
8-6. Registre de chantier.....	<u>36</u>
<b>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b><u>37</u></b>
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	<u>37</u>
9-2. Réception.....	<u>37</u>
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	<u>38</u>
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	<u>38</u>
9-5. Documents fournis après exécution.....	<u>38</u>
9-6. Délai de garantie.....	<u>38</u>
9-7. Garanties particulières.....	<u>38</u>
<b>ARTICLE 10. RESILIATION.....</b>	<b><u>38</u></b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b><u>39</u></b>
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b><u>40</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché**

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Cette consultation concerne la réalisation de dispositifs visant à réduire la consommation en eau potable de l'aire de repos de La Garrigue Ouest.

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Autoroute A75 - aire de repos de La Garrigue Ouest

Commune de Verrières (12 520)

Département de l'Aveyron

### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Les travaux ne sont pas décomposés en tranches.

Les travaux sont décomposés en deux lots :

Lot n°01 : Création d'une cuve de stockage d'eaux pluviales pour réutilisation dans les sanitaires et travaux de VRD

Lot n°02 : Installation de toilettes sèches

Aucune option technique n'est présentée au candidat.

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage**

Sans objet.

#### **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

### **1-3.3. Conduite d'opération**

Sans objet.

### **1-3.4. Maîtrise d'œuvre**

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

- Les études d'avant projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

est assurée par :

**La SCP FOURCADIER-ALVES - Géomètres-Experts & Ingénierie**

**70 rue de la Menuiserie - 12100 Millau**

**Amélie ALVES**

**☎ : 05-65-60-08-56**

Et par :

**Le Bureau Ingénierie et Patrimoine du District Sud**

**DIR Massif Central / District Sud / Bureau Ingénierie et Patrimoine**

**11 rue des chasselas - 34 800 Clermont l'Hérault**

**Christophe BERZOSA**

**☎ : 06-73-86-32-40**

### **1-3.5. Contrôle technique**

1-Comme mentionné dans le C.C.T.P. du présent marché, chaque entreprise devra procéder à des auto-contrôles internes au cours de l'exécution des travaux, d'une part pour réception des prestations ; et d'autre part, pour définition de points d'arrêt dans l'exécution des travaux.

Nous indiquons :

- établissement d'un constat avant travaux, par huissier de justice (lot n°01 - prix aux DQE) ;
- suivi de l'utilisation du brise-roche lors des terrassements, avec pose de capteurs de vibrations sur les constructions et ouvrages voisins ;
- suivi et contrôle topographique des travaux (lots n°01 et n°02 - prix aux DQE et DPGF) ;
- protection et nettoyage systématique des ouvrages réseaux existants ou construits ;
- récolements des travaux (lots n°01 et n°02 - prix aux DQE et DPGF) ;
- (...)

2-Des contrôles techniques sont à réaliser par un (ou des) organisme(s) indépendant(s) agréé(s). Cette(ou ces) entreprise(s) de contrôle sera validée par le maître d'œuvre de l'opération.

Nous citons :

-lot n°01 :

- essais pénétromètres de suivi de la qualité de compactage de la tranchée réseaux
- test d'étanchéité des réseaux d'assainissement
- auscultation télévisée des réseaux
- consuel électrique

Ces essais sont aux frais de l'entreprise et font l'objet d'un prix au DQE ou sont compris dans une prestation définie au DQE.

### **1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

Une mission de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé sera définie si nécessaire avant démarrage des travaux. Et si nécessaire (fonction de l'organisation du chantier), elle fera l'objet d'une mission annexe réalisée par un prestataire indépendant.

### **1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

Au sein du groupement d'entreprises, il est rappelé au mandataire qu'il assure la coordination interne du groupement tant pour les aspects techniques que financiers ou liés aux délais. En aucun cas, la maîtrise d'oeuvre n'assurera la coordination des différentes entreprises entre elles, ce rôle étant dévolu au mandataire. En aucun cas le groupement ne pourra se prévaloir d'un préjudice auprès du maître d'ouvrage pour les manquements à cette responsabilité interne au groupement.

### **1-3.8. Autres intervenants**

Les autres intervenants à prendre en compte sont énumérés ci-dessous (liste non exhaustive).

- Le gestionnaire de l'infrastructure autoroutière A75 la DIR Massif Central, représenté par le chef du District Sud de Clermont-l'Hérault pour :
  - les règles générales de sécurité pour intervention sur autoroute (A75) en service ;
  - les autorisations d'interventions sur les sites en circulation publique (arrêtés de circulation) ;
- Le prestataire désigné par le maître de l'Ouvrage pour assurer le contrôle extérieur ;
- Le prestataire désigné par le maître de l'Ouvrage pour assurer le contrôle topographique ;
- Les concessionnaires des réseaux : SIVOM Tarn et Lumenesques, ERDF, France Télécom, fibre optique,...

### **1-3.9. Représentation du maître d'ouvrage**

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef du District Sud de la DIR Massif Central ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. ( CCAG art. 3.6.2.4)

- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- Les vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par elle-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'elle désigne ;
- Toutes fonctions attribuées au responsable du contrôle et suivi de l'exécution du marché et au maître d'œuvre au sens du CCAG-Travaux.

### **1-3.10. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de



l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

*Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.*

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

#### **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

##### **1-4-1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

##### **1-4-2** Sites sensibles

Sans objet.

##### **1-4-3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

#### **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

#### **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du

logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-6.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du

présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des

salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-6.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :**

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

garantie effondrement avant réception ; la RCD y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ; les garanties dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la RCD du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### **1-6.3.4 Dispositions communes**

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants

répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1-6.5. Clauses sociales et environnementales**

##### **1-6.5.1. Clauses sociales**

Sans objet.

##### **1-6.5.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Protection des ressources en eau (gestion des eaux de ruissellement du chantier et prévention des pollutions accidentelles)

#### **1-6.6. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

### **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

### **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Oeuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

### **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, assorti des documents ci-après :
- Le bordereau des prix (BPU) et le détail du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les plans de projet et cubatures non contractuels.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

### **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

#### **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

**3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- En tenant compte des dispositions prévues dans le plan d'assurance qualité.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur ;
- En tenant compte des dépenses provenant des mesures particulières liées aux prescriptions du SOPRE ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur et aux éléments présentes dans la notice de respect de l'environnement jointe au présent dossier de consultation ;
- En tenant compte de l'obligation de l'entrepreneur titulaire de tenir propre en permanence les chaussées des voies ouvertes à la circulation ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :
  - les travaux de déplacement de réseaux dans l'emprise des travaux et dans leur environnement immédiat par les concessionnaires ;
  - les travaux de dégagements d'emprises.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
  - Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;
  - La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été

atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;

- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;
- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la date de remise des offres ;

La période des phénomènes naturels durant les trente dernières années précédant la consultation est prise en compte quelle que soit l'époque de survenance et les trente dernières années s'achèvent le premier jour du mois d'établissement des prix indiquée en page 1 du présent CCAP.

**Poste météorologique de référence :**

**CENTRE MÉTÉOROLOGIQUE DE MILLAU-SOULOBRES**

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.1** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du lot n°01 (voirie et réseaux divers) seront réglés par des prix forfaitaires et des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix.

Les cubatures calculées par le maître d'œuvre ; et concernant la réalisation des tranchées assainissement, serviront au calcul du règlement de ces prestations. Ces cubatures ne pourront être contestées par l'entreprise que dans les quinze jours suivant l'attribution du marché.

Les autres prestations seront rémunérées proportionnellement aux quantités réellement exécutées et mesurées contradictoirement avec le maître d'œuvre.

**3-2.3.2** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du lot n°02 (toilettes sèches) sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

L'entrepreneur devra l'intégralité des prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux, y compris la responsabilité du bon fonctionnement des ouvrages. Il ne pourra se prévaloir d'un manque dans les prescriptions du CCTP pour ne pas avoir proposé ou prévu dans le prix de caractère strictement forfaitaire tout élément, dispositif ou accessoire non mentionné, mais qui serait nécessaire à la parfaite exécution des ouvrages, sous l'aspect de sa conformité au règlement de la sécurité, du fonctionnement, de la facilité d'entretien, et en général, du niveau des prestations requises.

La réponse de l'entreprise découlera de sa propre analyse et étude des présents travaux, elle ne pourra se prévaloir d'aucune omission. Sa proposition devra comprendre toutes les prestations prévues dans les plans et pièces techniques.

Il est rappelé aux entrepreneurs toutes les obligations qui leur incombent à partir de l'acceptation de sa soumission par le maître d'ouvrage ; et particulièrement celles résultant du CCTP et du CCAP.

L'entrepreneur devra dans un délai de deux semaines après signature du marché établir d'après les plans et détails du dossier, ses propres dessins d'exécution, plans et détails, notes de calcul, (...). L'entrepreneur se devra également de joindre toutes justifications concernant les diverses



fournitures avec communication des fiches produits. Ces documents d'exécution seront soumis au visa du maître d'œuvre.

L'ensemble des incidences financières qui pourrait découler de l'ensemble des sujétions liées aux études d'exécution est réputée comprise dans le prix dit Global et Forfaitaire.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'oeuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires à compter de la demande par ordre de service ;
- Un sous-détail de tous les prix du bordereau des prix à compter de la demande par ordre de service.

**3-2.5.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

#### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

#### **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'oeuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### 3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **3-3.1. Type de variation des prix**

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de remise des plis. Ce mois est appelé "mois zéro".

#### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

**TP02 : Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation**

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

#### **3-3.4. Modalités de l'actualisation des prix**

L'actualisation est définie telle que :

$$\text{prix actualisé} = \text{prix initial} \times \left( \frac{I_n \text{ à la date de début d'exécution des prestations} - 3 \text{ mois}}{I_{m_0} \text{ de la date de fixation du prix dans l'offre}} \right)$$

Les coefficients d'actualisation sont arrondis au millième supérieur.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

L'ensemble des pénalités énumérées dans le présent CCAP sont désignées en € Hors taxes.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement à l'article 3 « délai d'exécution du présent marché ».

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 6 jours.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

La prolongation de délai résultant des intempéries prises en compte conformément aux dispositions qui précèdent et à celles du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG est définie conformément aux dispositions ci-après. Sur la base du planning fourni par le titulaire pendant la période de préparation, faisant apparaître le chemin critique et les tâches concernées, et visé par le maître d'oeuvre, seront comptabilisés comme jours d'intempéries les jours pendant lesquels une tâche située sur le chemin critique aura été interrompue. Par conséquent si l'intempérie ou ses conséquences n'entraînent pas l'arrêt de la tâche comprise sur le chemin critique elle ne sera pas prise en compte.

Le journal de chantier précisera les conditions climatiques journalières et les tâches effectivement interrompues du fait de ces conditions climatiques ou de leurs conséquences. Lors de la réunion de chantier hebdomadaire, au regard des renseignements du journal de chantier, l'entreprise proposera et justifiera les jours d'intempéries demandés pour la période correspondant à la semaine précédente. Ces jours devront être validés par le maître d'œuvre pour entraîner la prolongation de délai correspondante. Suite à cette validation le titulaire intégrera ces jours d'intempéries dans son recalage hebdomadaire du planning. Si ce décalage entraîne une modification du chemin critique, le titulaire proposera un planning général modifié en conséquence au visa du maître d'oeuvre. Après visa, ce planning servira de base pour l'application des dispositions du présent article.

De façon mensuelle la maîtrise d'oeuvre et le titulaire formaliseront par un constat d'événement contradictoire les intempéries retenues pour la prolongation du délai d'exécution.

La prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale du marché.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

La prolongation de délai d'exécution des travaux résultant de l'application de l'ensemble des dispositions du présent article ne peut donner lieu, par elle-même, à compensation ou indemnisation financière. À peine de forclusion et de ne pouvoir notamment bénéficier des stipulations de l'article 18.2.2 du CCAG, l'entrepreneur est tenu de signaler au, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution, sauf s'il s'agit d'une prolongation pour cause d'intempérie.

#### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

##### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période d'exécution fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1000 €.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4-3.3. Primes d'avance**

Sans objet.

#### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

##### **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000 €.

##### **4-4.2. Documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

##### **4-4.3. Période de préparation**

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

##### **4-4.4. Rendez-vous de chantier**

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

##### **4-4.4. Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 (DEUX CENTS) Euros Hors Taxe par absence.

Tout retard de plus de 20 minutes sera sanctionné par une pénalité de 100,00 (CENT) Euros Hors Taxe.

##### **4-4.5. Clauses sociales**

Sans objet.

##### **4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés**

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.



#### **4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité**

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

#### **4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

#### **4-4.9. Autres pénalités diverses**

##### **4-4.9.1 Pénalités et retenues pour ATTEINTE à l'environnement**

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- 1) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement,
- 2) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables,
- 3) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Ci-après figure la liste non exhaustive des pénalités environnementales applicables en cas d'infractions constatées pour/sur le chantier par le coordonnateur environnement, et/ou le maître d'oeuvre, et/ou le maître d'ouvrage :

##### **1) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :**

Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets),

Absence de production des documents environnementaux (PRE, dossier bruit de chantier, etc ...)

(pénalités par jour constaté),

- Manquement aux prescriptions du dossier de propreté de chantier ;
- Non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché ;

Non-respect des autres procédures d'exécution validée de l'entreprise ;

- Mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets sur le chantier ;
- Non-remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier (absence de traçabilité) ;
- Jour d'absence du responsable environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion ;

La pénalité encourue est de 1 000 € par jour ou par cas constaté.

##### **2) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :**

- Non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisement et de dessouchage ;
- Rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
- Défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux de ruissellement, et notamment du renouvellement des filtres, curage et vidange des bassins provisoires ;
- Pénétration des engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises réservées ;
- Coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'oeuvre ;
- Mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux ;
- Émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs ;
- Dépassement des seuils de bruit de chantier autorisés ;
- Nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet ;

- Feux non déclarés, non autorisés ;
- Enfouissement de déchets de chantier de quelques natures que ce soit ;
- Dépôts « sauvages » ou non des déchets de chantier dans des lieux non réglementaires et/ou non agréés, quelque soit la nature des déchets (hors déchets dangereux) ;
- Non respect des prescriptions des arrêtés et autorisations de la législation des transports et notamment transport des déchets de chantier dangereux par une entreprise non agréée ;
- Stockage de produits dangereux sans aménagement de l'aire et notamment stockage d'hydrocarbures sans mise en place de dispositif de rétention étanche ;

La pénalité encourue est de 2 000 € par jour ou par cas constaté.

### 3) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- Destruction d'une station de plante protégée ou d'une espèce animale ;
- Déboisement pendant les périodes de reproduction des oiseaux protégés ;
- Remblaiement de zone humide non autorisé ;
- Destruction de milieux, de frayères ;
- Dépôts « sauvages » ou non des déchets de chantier DANGEREUX en dehors d'un centre de traitement agréé (I.C.P.E.) ;
- Rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine.

La pénalité encourue est de 8 000 € par cas constaté.

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'oeuvre général et le maître d'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers. Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaire.

Cette retenue est restituée à l'entrepreneur dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau, etc..), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

#### **4-4.9.2 Pénalités et retenues pour NON RESPECT des règles de SECURITE et de SIGNALISATION**

<b>Problème constaté</b>	<b>Montant de la pénalité applicable par jour calendaire constaté</b>
Absence ou non-conformité de la signalisation ou de panneaux de chantier	1 000,00 €
Non-entretien de la signalisation ou de panneaux de chantier	1 000,00 €
Non-entretien des voiries publiques, pistes et accès de chantier, abords de chantier, etc...	1 000,00 €
Défaut de fermeture (accès et emprises) et entretien du chantier	1 000,00 €
Défaut sur engin ou engin en surcharge	1 000,00 €
Non-respect des consignes du P.G.C.S.P.S. et du P.P.S.P.S	2 000,00 €

#### **4-4.9.3 Pénalité pour PRESENCE de personnel d'entreprise NON AUTORISEE**

En cas de présence sur le chantier de personnel d'entreprise non agréée par le RPA et oeuvrant sur le chantier, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100 € par personne constatée au titulaire (mandataire du groupement).

#### **4-4.9.4 Pénalité pour NON REMISE des ETUDES et DOCUMENTS D'EXECUTION**

suivant les dispositions de l'article 8-2. du présent C.C.A.P.

Elle est fixée forfaitairement à 1 000,00 € dès le premier jour de retard, puis le montant de la pénalité sera porté à 500,00 € par jour de retard supplémentaire.

#### **4-4.9.5 Pénalité pour NON RESPECT des consignes édictées dans le P.A.Q. ou des mesures générales édictées par le S.O.P.A.Q ou des procédures d'exécution de l'entreprise :**

Elle est fixée forfaitairement à 1 000,00 € par infraction constatée.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 2 000,00 €.

#### **4-4.9.6 Pénalité pour UTILISATION D'ITINERAIRE NON AUTORISE :**

En cas d'utilisation de l'itinéraire non autorisé, il sera appliqué une pénalité de 1 000 € pour le premier camion. Cette pénalité sera doublée en cas de récidive.

En tout état de cause, les dégradations éventuelles engendrées par la circulation des camions et **autres engins de chantier restent à la charge de l'entreprise.**

#### **4-4.9.7 Pénalité pour NON-TENUE du JOURNAL de chantier :**

Sans objet

#### **4-4.9.8 Pénalité pour EXTRACTION non autorisée de MATERIAUX :**

En cas d'extraction de matériaux non autorisée par ordre écrit du maître d'oeuvre, notamment sur les terrains mis à disposition pour les installations de chantier, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € par infraction constatée.

#### **4-4.9.9 Pénalité pour NON-REMISE par l'entreprise DES ELEMENTS NECESSAIRES A LA CONSTATATION des prestations réalisées :**

Pour l'application de l'article 12. 2 du CCAG, en l'absence de demande du titulaire, le maître d'œuvre fixera la date de constatation par ordre de service. Cet ordre de service précisera les éléments de calculs nécessaires à la constatation (mètres, cubatures,...) et les parties d'ouvrages concernées. Ces éléments seront transmis par l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l'ordre de service.

En cas de non respect du délai concernant la production des éléments de calcul nécessaires à la constatation : une pénalité journalière de **500 € HT sera appliquée à partir du 16ème jour suivant la date de réception de l'ordre de service.**

#### **4-4.9.10 Pénalités pour retard lors d'interventions d'urgence sur injonction du maître d'œuvre ou d'ouvrage :**

L'équipe d'intervention d'urgence devra pouvoir intervenir 24h/24 et 7j/7 dans un délai maximum de 2 heures sur injonction du maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage par sms ou par mail et informer le donneur d'ordre de la réalisation de la prestation demandée par retour de mail sous 24h. En cas de retard dans l'exécution de cette tâche, constatée à partir de l'heure d'information de la réalisation de la prestation, une pénalité de 500 (CINQ CENTS) Euros Hors Taxe sera appliquée par heure de retard. En cas de non réponse de(s) la personne(s) d'astreinte à une sollicitation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, et sur constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, une pénalité de 1 000 (MILLE ) Euros Hors Taxe sera appliquée par constat. Pénalités pour retard lors d'interventions d'urgence sur le système de téléalarme ou sur défaut de fonctionnement des appareils de mesures de déplacements et vibrations L'entreprise devra pouvoir intervenir 24h/24 et 7j/7 dans un délai maximum de 2 heures sur seuil de déclenchement des téléalarmes ou sur défaut de fonctionnement des appareils de mesures et informer le donneur d'ordre de l'intervention réalisée par retour de mail sous 24h. En cas de retard dans l'exécution de cette tâche, constatée à partir de l'heure d'information de la réalisation de la prestation, une pénalité de 500 (CINQ CENTS) Euros Hors Taxe sera appliquée par heure de retard. Pénalités pour défaut de fonctionnement des dispositifs de mesures de déplacements et vibrations Les dispositifs de mesures devront fonctionner 24h/24 et 7j/7. En cas de constatation de défaut de fonctionnement par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sans avertissement préalable de l'entreprise, une pénalité de 500 (CINQ CENTS) Euros Hors Taxe sera appliquée par constat.

#### **4-4.9.11 Pénalités pour défaut de suivi des dispositifs de mesures de déplacements**

Les dispositifs de mesures devront fonctionner 24h/24 et 7j/7. En cas de constatation de défaut de fonctionnement par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sans avertissement préalable de l'entreprise, une pénalité de 500 (CINQ CENTS) Euros Hors Taxe sera appliquée par constat.

#### **4-4.9.12 Pénalités pour défaut d'entretien des panneaux / de la signalisation du chantier**

Sur simple constat du maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur subira, par jour calendaire et par panneau défectueux, une pénalité de 200 (DEUX CENT) Euros Hors Taxe en cas de défaut d'entretien, ou de remise en place de panneau détérioré.

#### **4-4.9.13 Pénalités pour défaut de nettoyage des voiries ou de tenue des clôtures de chantier**

En cas de dégradations, de salissures notables (traces de boues, laitance de béton, terre ...) des voiries publiques et privées empruntées par les engins de chantier ou en cas de non alignement ou de mauvaise fixation / mauvais entretien des clôtures de chantier (absence de liaisonnement boulonné ou de jambe de force, grille dégradée,...), l'Entrepreneur s'expose à une pénalité forfaitaire de 200 (DEUX CENTS) Euros Hors Taxe. Celle-ci s'applique sur simple constat des services du Maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Suite à la notification du constat de dégradation et de la pénalité, l'Entrepreneur dispose de 24 h pour remettre la voirie ou la clôture en état. En cas de retard dans l'exécution de cette tâche une pénalité complémentaire de 250 (DEUX CENT CINQUANTE) Euros Hors Taxe sera appliquée par jour calendaire de retard.

#### **4-4.9.14 Pénalités pour non remise en décharge agréée des déblais**

En cas de constat de dépôt en décharge non agréée, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 10 000 (DIX MILLE) Euros Hors Taxe. Il est rappelé que le titulaire est tenu de fournir la totalité de ses bons de suivi (pour lui-même, ses sous-traitants ou locataires). Suite à la notification du constat de découverte de la décharge non agréée, le titulaire disposera de 10 (DIX) jours ouvrables pour évacuer l'ensemble des déblais stockés dans cette décharge vers une décharge agréée, avec remise des bons de suivi. En cas de retard dans l'exécution de cette tâche une pénalité complémentaire de 2 000 (DEUX MILLE) Euros Hors Taxe sera appliquée par jour calendaire de retard et ce jusqu'à l'évacuation complète des déblais déposés. Pénalités pour camions en surcharge lors de l'évacuation des déblais en décharge agréée En cas de surcharge constatée lors de dépôts en décharge agréée, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 (CINQ CENTS) Euros Hors Taxe par constat et se verra refuser l'accès en décharge. Il est rappelé que le titulaire est responsable de la totalité des transports pour lui-même, ses sous-traitants ou locataires

#### **4-4.9.15 Pénalités pour non prise en compte des nuisances type poussières**

Sur simple constat du maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage de nuisances type poussières générées par le chantier (et de l'absence de mesures adéquates pour y remédier) l'Entrepreneur subira une pénalité de 250 (DEUX CENT CINQUANTE) Euros Hors Taxe par défaut constaté. En cas de défaut constaté, l'Entrepreneur subira une pénalité de 100 (CENT) Euros HT par heure jusqu'à ce qu'il remédie aux nuisances.

#### **4-4.9.16 Pénalités pour non remises dans les délais de documents fournis après exécution (essais, tests et plans de récolement) :**

En cas de retard dans la remise des documents suivants :

- essais pénétromètres pour les tranchées réseaux ; une retenue égale à 3 000 Euros H.T. sera opérée auprès de l'entreprise.
- essais d'étanchéité et auscultation télévisée sur les réseaux assainissement ; une retenue égale à 3 000 Euros H.T. sera opérée auprès de l'entreprise.
- essais pression et test colilert sur les réseaux eau potable ; une retenue égale à 1 000 Euros H.T. sera opérée auprès de l'entreprise.
- dossiers des ouvrages exécutés à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, une retenue égale à 5 000 Euros H.T. sera opérée auprès de l'entreprise.

#### **4-4.9.17 Pénalités pour non respect des prescriptions techniques, implantations topographiques et contrôle de compactage :**

En cas de non exécution, et de non respect des prescriptions techniques suivantes, les dispositions de l'article 48 du C.C.A.G. Travaux seront applicables :

- implantation topographique des ouvrages à exécuter ;
- contrôle et réception topographique des ouvrages exécutés ;
- essais de compactage et suivi type Panda de la tranchée du réseau d'assainissement.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 40 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 40 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté

à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'oeuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

## **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

## **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

**6-3.1.** Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

**6-3.2.** Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

## **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

# **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

## **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage, piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants.

Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.



Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

**n°DT : 2025071800526TYN**

## **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

## **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

## **7-4. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'oeuvre, pour les ouvrages ci-après :

- zone d'installations de chantier ;
- tous les ouvrages concernés par le projet ;
- délimitation de la zone d'implantation de la cuve enterrée

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'oeuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages : Les ouvrages concernés par le projet

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes

dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation de un mois. Au cours de cette période de préparation, le maître d'oeuvre en concertation avec les entreprises, et le maître d'ouvrage établiront le programme d'exécution d'ensemble. A partir, de ce programme chaque titulaire est tenu de soumettre au visa du maître d'oeuvre le programme d'exécution des travaux.

### **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'oeuvre. Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, relève des études d'exécution à sa charge. Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'oeuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'oeuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation du chantier de l'entreprise**

L'installation de chantier de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence de courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et de dépôts provisoires de matériels et matériaux : PÉRIMÈTRE DE LA PROPRIÉTÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE.
- les lieux doivent être remis en état en fin des travaux.

Conformément à l'article 31.4 du C.C.A.G. Travaux, les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène seront prises par l'entrepreneur:

- les locaux pour le personnel seront réalisés suivant des dispositions au moins égales, en nombre et en quantité aux normes fixées par les règlements et des conventions collectives en vigueur.
- les locaux pour les réunions de chantier : un local sera réservé aux réunions de chantier hebdomadaires. Dans ce local seront affichés en particulier la liste des intervenants, le programme d'exécution des travaux, les plans techniques importants. Un fax sera installé pour recevoir directement sur chantier les notes et procès-verbaux de chantier.

-les zones d'approvisionnement et de stockage des matériels, et des fournitures doivent être séparées et sécurisées.

#### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur pour le dépôt des déblais en excédent. Les déblais en excédent seront traités par transport vers un site retenu par l'entreprise, et à la charge de cette dernière.

#### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

##### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

##### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

###### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

###### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique pourra être réalisée, et dans tous les cas sera contrôlée, par les services de la Direction Interdépartementale des Routes Massif Central.

La signalisation temporaire doit être conforme aux guides du SETRA (manuels du chef de chantier volumes 1 et 2) en application de la 8<sup>e</sup> partie de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'oeuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un vêtement de haute visibilité conforme aux normes en vigueur au jour de sa présence sur le chantier.

Les véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier doivent être équipés de :

- feux spéciaux (normalement 1 ou 2 feux tournants ou à décharge),
- bandes de signalisation rouges et blanches (avant, arrière, côtés).

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I-8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992 et suivants.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au Maître d'OEuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

**La signalisation à l'intérieur du chantier, hors circulation publique et celle aux extrémités des sections ou la circulation est interrompue (entrée/sortie de chantier) restent à la charge de l'entreprise.** Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine. Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'oeuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser. Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître

nominativement au maître d'oeuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.  
Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un vêtement de haute visibilité norme EN 471.

**Sur l'autoroute A75 sous circulation, le titulaire ne peut intervenir qu'avec l'accord express de l'exploitant (DIR Massif-Central).**

**Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.**

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6. Démolition de constructions**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux**

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

#### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

### **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

##### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les

fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

## **9-2. Réception**

### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG.

Il est rappelé que le titulaire devra à ses frais réparer les conséquences de tous vols, dégradations ou destructions qui seraient causés à ses ouvrages (y compris l'instrumentation de l'ouvrage d'art) par des tiers, par d'autres entreprises intervenant sur le chantier, ou par suite d'une circonstance extérieure, même constitutive d'un cas de force majeure, sans pouvoir rechercher d'une quelconque manière la responsabilité du maître de l'ouvrage, dès lors que les faits se seraient produits avant la notification de la décision de réception (et non après les opérations préalables à la réception) concernant l'ouvrage correspondant, ou avant la date de prise de possession de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage, si elle est antérieure.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, le titulaire ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages survenus ou constatés postérieurement ou antérieurement à la réception des travaux et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation des travaux, alors même que la réception aurait été prononcée ou le décompte général et définitif établi sans réserve ou réfaction relative à ces dommages.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en fonction des circonstances, de procéder à des réceptions partielles, bien qu'en principe, une réception unique soit prévue.

S'il use de cette faculté, les conditions dans lesquelles se déroulera chaque réception partielle, et tout particulièrement la définition des ouvrages concernés, seront notifiées au titulaire par ordre de service du maître d'œuvre général.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

### **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **9-7. Garanties particulières**

#### **Garantie particulière d'étanchéité de la cuve de stockage (lot n°01)**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur la structure concernée par l'extension pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Il ne sera toléré :

- aucune dégradation importante telle que décollement, plissement, déchirement, arrachement, etc ;
- aucune déformation superficielle notable ;
- la garantie sera notamment appliquée dans le cas où il serait constaté :
  - des décollements, plissements ou arrachements à quelque niveau qu'ils se produisent ;
  - des fissures à quelque niveau qu'elles se produisent ;

À l'issue du délai de garantie, une visite contradictoire avec procès-verbal aura lieu pour examiner l'état des revêtements et fixer les modalités de l'ultime intervention de l'entrepreneur dans le cadre de cette garantie.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :



- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 0%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

~TSLCCAP 1-3.10		
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	13.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.4	déroge à l'article	9.4.4 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 2ème alinea du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinea du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.1	déroge aux articles	9.1.1 et 31.1.2 du CCAG
CCAP 9-1	déroge aux articles	38 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge à l'article	41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**

<p><u>L'Entreprise :</u></p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>✉ : .....</p> <p>.....</p> <p>☎ : -- / -- / -- / -- / --</p> <p>📠 : .....</p>
<p><u>Lu et approuvé :</u> le -- / -- / ----</p>          